

# France : la nécessité d'une perspective socialiste internationaliste pour lutter contre les attaques du président Sarkozy sur les acquis sociaux

Déclaration du Comité de rédaction, le 14 novembre 2007

La question essentielle à laquelle font face les travailleurs et les étudiants qui feront grève et qui manifesteront les 13 et 14 novembre et pendant le reste du mois contre les attaques du président Sarkozy sur les retraites et les droits sociaux fondamentaux est celle de la perspective politique. La puissante vague de grèves qui a débuté le mois dernier a ouvert une brèche dans l'adulation pour Sarkozy entretenue par les médias et a révélé la véritable attitude de la classe ouvrière vis-à-vis de son programme politique.

Les travailleurs des transports (cheminots et agents des transports urbains), du gaz et de l'électricité seront rejoints par les enseignants, les hospitaliers, les travailleurs des collectivités territoriales, des postes et télécommunications, du secteur privé ainsi que les étudiants qui se battent contre la « réforme » de l'université conduisant à la privatisation des universités. Tous luttent contre la détérioration du niveau de vie, les atteintes à la sécurité de l'emploi et les attaques grandissantes sur les droits sociaux et démocratiques.

Une hostilité déterminée envers les projets de Sarkozy ne suffiront cependant pas à garantir les retraites, les emplois et le niveau de vie des travailleurs, ni l'accès des jeunes à des écoles de qualité et aux études universitaires.

Il est nécessaire de faire cette mise en garde: de nombreuses indications donnent à penser que Sarkozy est déterminé à infliger une défaite décisive à la classe ouvrière. Lors de sa visite à Washington, Sarkozy a déclaré : « Je tiendrai. La France a trop reculé par le passé, elle ne peut plus reculer. »

Eric Le Boucher du *Monde* a comparé la position de Sarkozy à l'offensive anti-ouvrière de l'ancien premier ministre britannique, Margaret Thatcher et écrit que les milieux économiques « savent que le président n'a pas le choix. S'il cède, il est chiraquisé. »

Sarkozy va compter sur la lâcheté et la trahison des dirigeants syndicaux et des partis de la « gauche » officielle pour isoler et miner la lutte. Il ne faut absolument pas faire confiance à ces organisations en faillite.

Les emplois, les retraites et l'éducation ne peuvent être défendus que par un mouvement de vaste envergure de grèves et de mobilisation politique de toute la classe ouvrière dans le but de renverser ce gouvernement gaulliste et de le remplacer par un gouvernement ouvrier véritablement démocratique. Cela signifie qu'il est nécessaire d'entreprendre la lutte pour construire un nouveau parti de masse de la classe ouvrière, basé sur un programme socialiste internationaliste.

Durant la décennie précédente, plusieurs vagues de grèves massives ont éclaté en France, contre les attaques sur les retraites en 1995 et 2003 et, en 2006, contre la « ré-

forme » du code du travail facilitant le licenciement des nouveaux embauchés. Quel qu'ait été le succès partiel de ces mouvements, amenuisant les effets les plus nocifs de ces attaques, le résultat a été à chaque fois des atteintes plus profondes aux conditions sociales des travailleurs, et a conduit à l'installation d'un nouveau gouvernement ayant des projets plus draconiens encore d'attaque des prestations sociales et du niveau de vie.

Avec Sarkozy, la classe ouvrière est confrontée à un ennemi résolu qui cherche à faire table rase de tous les acquis sociaux que les travailleurs ont conquis depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. Il conçoit la suppression des régimes spéciaux de retraite des cheminots comme le prélude nécessaire à des réductions massives des retraites pour la population toute entière.

Dans son discours sur le « Contrat social » du 18 septembre, Sarkozy avait dit : « Si un métallo ou un enseignant voit sa durée de cotisation passer de 37 ans et demi à 40 ans et demain à 41 ans, comment lui expliquer que celle d'un agent d'une grande entreprise publique devrait rester bloquée à 37 ans et demi, voire moins ? »

D'autres mesures réactionnaires - la refonte du Code du travail pour faciliter le recrutement et le licenciement, la franchise médicale, les suppressions de postes dans la fonction publique - sont en préparation.

Les directions syndicales reprennent le rôle qu'elles avaient joué en 1995, 2003 et 2006, c'est-à-dire qu'elles essaient de forcer les grévistes à des actions très espacées afin de les épuiser et de les démoraliser. Ayant organisé une grève le 18 octobre, un bon mois après le discours de politique sociale provocateur de Sarkozy, les principales fédérations syndicales, CGT en tête (Confédération générale du travail, dominée par le Parti communiste stalinien) avaient boycotté les assemblées générales massives de grévistes qui appelaient à la reconduction de la grève. Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibaut était allé jusqu'à déclarer que Sarkozy avait « une légitimité que personne ne conteste. » Lors d'une réunion le 31 octobre, les dirigeants syndicaux avaient repoussé tout autre mouvement de grève jusqu'au 13 novembre.

Ce que les permanents syndicaux craignent le plus, c'est une lutte politique de la classe ouvrière qui court-circuiterait leurs tentatives de négocier avec Sarkozy des accords pourris sur les attaques des acquis sociaux. Ils cherchent à diviser les travailleurs et à empêcher que les différentes grèves contre le gouvernement de Sarkozy - les cheminots et les électriciens contre la suppression des régimes spéciaux, les travailleurs d'Air France sur les salaires, ceux d'Airbus contre les suppressions de postes et les conditions de travail, les travailleurs du secteur public en grève

contre les suppressions de postes, les étudiants contre la loi d'autonomie des universités, etc - ne fusionnent en un mouvement unifié contre sa politique.

Comme l'a dit François Chérèque, le dirigeant de la CFDT (Confédération française et démocratique du travail, alignée au Parti socialiste), « S'il y a un mélange des mouvements entre les régimes spéciaux, les fonctionnaires et je ne sais qui encore, on se réserve le droit de se retirer [du mouvement de grève]. »

En fait, toute lutte sérieuse contre le programme social de Sarkozy doit rassembler toutes les grèves et protestations en cours en un mouvement unifié qui remette directement en question le régime de Sarkozy. Sa « légitimité » tant vantée est une imposture car elle se base sur une élection gagnée par défaut contre une candidate du Parti socialiste (PS), Ségolène Royal, qui proposait une politique de droite qu'il était quasiment impossible de distinguer de celle de Sarkozy. Comme l'ont montré à chaque fois les grèves de 1995, 2003 et 2006 il existe une opposition populaire massive à une telle politique qui défend principalement les intérêts des super riches.

Une telle lutte nécessite un parti politique de la classe ouvrière, qui soit indépendant, pour coordonner et mener la lutte contre la politique antisociale de la classe dirigeante. C'est la tâche à laquelle se consacrent le *World Socialist Web Site* et le Comité international de la Quatrième Internationale. Nous défendons :

### **1. L'indépendance politique de la classe ouvrière**

Un nouveau parti doit rejeter entièrement l'influence politique de l'*establishment* de gauche – les Partis socialiste et communiste et les syndicats – et de tous ceux qui essaient de s'allier politiquement à eux. La politique droitiste de ces partis, notamment la série de privatisations mises en oeuvre par le dernier gouvernement socialiste (PS) dirigé par Lionel Jospin en coalition avec le Parti communiste (PC) et les Verts (la Gauche plurielle), a joué un rôle primordial dans le retour au pouvoir de la droite en 2002 avec son cortège d'attaques sociales bien plus draconiennes encore. Comme cela a été démontré plus récemment par la campagne présidentielle du PS en 2007, le PS est, dans la pratique, en accord total avec la plateforme de Sarkozy.

Une rupture politique et organisationnelle d'avec ces organisations politiques et syndicales, comprenant une dénonciation politique intransigeante de leur collaboration avec la politique de Sarkozy, est le préalable indispensable à une lutte victorieuse contre les attaques de Sarkozy.

### **2. Une réorganisation socialiste de la société et de l'économie**

La destruction par Sarkozy des droits à la retraite et d'autres droits sociaux, alors même qu'il accorde d'énormes concessions financières aux patrons des grandes entreprises, est l'expression de la logique destructrice de l'accumulation de moins en moins contrôlable de richesse privée entre les mains des grands investisseurs et des PDG. Tandis que les Bettencourt, Dassault et autres Pinault amassent des fortunes de plusieurs milliards d'euros et que Sarkozy fait des cadeaux fiscaux pour les tranches d'imposition les plus élevées, on dit aux travailleurs que leurs modestes retraites sont trop chères pour les coffres de l'Etat.

Plutôt que de permettre au gouvernement d'imposer l'austérité sur les lieux de travail, les travailleurs doivent subordonner les composantes stratégiques de l'économie au contrôle social. En plaçant les plus grandes entreprises –

banques, entreprises énergétiques, principaux producteurs, compagnies de télécommunication et de transport – sous propriété publique et sous contrôle démocratique, les travailleurs rendraient possible le développement rationnel et planifié de l'activité économique.

### **3. Internationalisme**

Les bourgeoisies nationales d'Europe et du monde entier se concurrencent en matière d'investissements et de capital, dans leur recherche des taux de profit les plus élevés et de la réduction la plus impitoyable du niveau de vie de la classe ouvrière. La classe ouvrière, par contre, est une classe véritablement internationale : ses intérêts sont affectés négativement à chaque défaite qu'elle subit, à quelque endroit du monde que ce soit, tandis que la bourgeoisie de chaque pays sacrifie les salaires et le niveau de vie de la classe ouvrière, dans le but de rester compétitive avec les entreprises qui emploient la main d'œuvre la moins chère.

Au moment où les cheminots français organisent des grèves pour défendre leurs retraites, les conducteurs de train allemands mènent une grève âpre contre les bas salaires et la privatisation, passant outre à l'opposition des syndicats allemands les plus puissants. Les travailleurs postaux en Grande-Bretagne organisent des grèves sauvages contre des projets de privatisation. On voit émerger les conditions propices à un mouvement réellement paneuropéen contre les privatisations et l'austérité sociale.

Sous le gouvernement Sarkozy, qui cherche à faire des immigrés les boucs émissaires des tensions sociales en France, l'internationalisme implique la défense déterminée du niveau de vie et des droits de toutes les parties de la classe ouvrière, y compris des personnes nées à l'étranger, et l'opposition intransigeante à toute forme de chauvinisme, de racisme et d'idées rétrogrades.

### **4. Opposition au militarisme et à la guerre**

Ce n'est pas par hasard que Sarkozy s'est rangé derrière la politique étrangère de l'administration Bush et de ses projets d'une guerre plus étendue au Moyen-Orient au moment même où il monte une attaque féroce sur le niveau de vie des ouvriers Français. Ces deux processus sont le signe de calculs de plus en plus désespérés de la part de l'élite dirigeante française qui cherche à accaparer une part plus grande des profits disponibles de par le monde.

Les travailleurs doivent s'opposer aux projets criminels de guerre des diverses factions nationales de la bourgeoisie. Une telle guerre risque de se transformer en un conflit mondial entre les puissances les plus importantes pour le pétrole et la supériorité stratégique au Moyen-Orient et dans les régions limitrophes et en fait dans le monde entier. Le militarisme sert de prétexte pour réduire les dépenses sociales et le niveau de vie afin de compenser la hausse du budget alloué aux armes, alors même que ce militarisme produit des guerres qui s'accompagnent de pertes humaines terribles et d'une régression culturelle et morale abominable.

Il n'y a pas de réponse simple ou de raccourci possible dans la lutte contre les attaques sociales de Sarkozy. Il faut construire une direction politique qui coordonne les grèves, les manifestations et les actions politiques de la classe ouvrière contre les machinations de toute l'élite dirigeante et de tous ses alliés et représentants politiques, et apporter un programme socialiste révolutionnaire qui corresponde aux besoins des travailleurs. Nous appelons les travailleurs et les étudiants en France à lire le *World Socialist Web Site* et à rejoindre le Comité international de la Quatrième Internationale dans la lutte pour construire un tel parti.